

Questions orales

d'innombrables questions déjà. Nous avons soumis des documents renfermant des milliers de pages et répondu complètement aux demandes présentées en vertu de la Loi sur l'accès à l'information en respectant les dispositions de la loi sur les secrets officiels.

Ce qui s'est produit, c'est que le gouvernement a affecté 398 000 \$ à cette fin, et en définitive, nous n'avons pas eu à dépenser autant.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Garth Turner (Halton—Peel): Monsieur le Président, le ministre des Finances nous demande de soumettre des propositions sur la façon de relancer l'économie canadienne et de redonner de l'emploi aux gens. Le chef du Parti libéral a déclaré publiquement et à la Chambre que le gouvernement devrait consacrer des milliards de dollars à des programmes de création d'emplois, même si cela devait accroître le déficit.

Le ministre pourrait-il dire à mes électeurs pourquoi il a choisi de ne pas tenir compte de cette solution et d'appliquer plutôt des mesures comme celles contenues dans l'exposé économique de mercredi dernier?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je profite de l'occasion que me donne la question du député pour dire à celui-ci et aux autres députés que le plan économique est en général bien accueilli du Labrador au territoire du Yukon.

Je suppose que tous les députés sont encouragés par la nouvelle réduction des taux d'intérêt annoncée aujourd'hui.

Une voix: Cela tient du numéro comique.

M. Mazankowski: Une réduction des taux d'intérêt de 51 points de base n'a rien d'un numéro comique ni d'un numéro de comédien. C'est du réel.

Des voix: Bravo!

M. Mazankowski: Je dirais que cela témoigne d'une politique solide.

Le député parle du programme de réfection de l'infrastructure que propose mon collègue d'en face. Le chef de l'opposition propose d'investir 15 milliards de dollars dans l'infrastructure, mais il ne dit pas aux Canadiens où on prendra cet argent.

Il se contente de dire que le fédéral, les provinces et les municipalités fourniront cinq milliards de dollars chacun. Les gouvernements provinciaux et les municipalités accusent un déficit et éprouvent des problèmes financiers au même titre que le gouvernement fédéral. Et il est pres-

que irresponsable de faire une recommandation pareille sans dire qui paiera pour y donner suite.

* * *

LES TRANSPORTS

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Dans son exposé financier de la semaine dernière, le ministre a fait allusion à une réduction des dépenses de transport de 73 millions de dollars. Étant donné que cela représente 10 p. 100 des subventions de 729 millions de dollars du Nid-de-Corbeau prévues dans le budget de l'an dernier, dira-t-il clairement que c'est là que se fera cette réduction? Va-t-on réduire ce qu'on appelle les subventions du Nid-de-Corbeau?

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le plan économique présenté par le ministre des Finances la semaine dernière visait à protéger les Canadiens et l'agriculture en cette période difficile que nous devons traverser.

Il est toujours ardu de faire des compressions. Effectivement, je peux confirmer que les compressions dont parlait le député porteront sur les subventions en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest; ces paiements qui sont transmis et l'ont toujours été, comme les autres subventions et les autres contributions du ministère de l'Agriculture et de tous les ministères, seront réduits de 10 p. 100.

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, puisque cela réduira le revenu des agriculteurs, le ministre va-t-il considérer que ces mesures nécessiteront l'établissement d'une troisième ligne de défense puisque les politiques sont maintenant différentes et que le revenu agricole sera aussi réduit d'un montant équivalent?

Le ministre se contentera-t-il de maintenir les politiques actuelles qui font que le Régime d'assurance du revenu brut et le Compte de stabilisation du revenu net assurent une protection qui diminue d'année en année?

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député a terminé sa question en parlant du Régime d'assurance du revenu brut et du Compte de stabilisation du revenu net. Ces systèmes de sécurité du revenu, établis en collaboration par les producteurs, les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral, sont toujours en vigueur. Toutefois, le député parle de revenus qui diminuent. J'aimerais qu'il note que, pour l'année 1992, le montant total des versements à la Saskatchewan en vertu des divers programmes devrait atteindre de 1,3 à 1,6 milliards de dollars. Monsieur le Président, j'aimerais bien que le député comprenne que ces sommes proviennent à 70 p. 100 de programmes fédéraux.